

Convention collective nationale

**IDCC : 3. – NAVIGATION INTÉRIEURE DE MARCHANDISES
(Ouvriers)**

(28 octobre 1936)

(Etendue par arrêté du 19 mars 1938,
Journal officiel du 30 mars 1938)

Brochure n° 3153

Convention collective nationale

**IDCC : 2174. – NAVIGATION INTÉRIEURE
(Transport de marchandises : personnel sédentaire)**

Brochure n° 3293

Convention collective nationale

**IDCC : 1974. – NAVIGATION INTÉRIEURE
(Transport de passagers)**

**ACCORD DU 21 JUILLET 2010
RELATIF À L'INDEMNISATION DES MEMBRES DE LA CPNEFP**

NOR : ASET1051334M
IDCC : 3, 1974, 2174

Article 1^{er}

La participation aux travaux des commissions paritaires et à la CPNEFP ouvre droit, pour les délégations des organisations syndicales représenta-

tives au plan national, à une indemnisation de leurs membres à la charge du syndicat patronal.

Article 2

L'indemnité visée à l'article 1^{er} est due dans la limite de 5 journées par an ; elle est versée selon les conditions fixées à l'article 4.

Si les nécessités du dialogue social de branche justifiaient d'organiser un nombre supérieur de réunions, le remboursement des frais de participation fera le cas échéant l'objet d'un accord spécifique du CAF.

Article 3

Chaque organisation syndicale est libre du choix de ses délégués et de leur nombre pour chaque réunion. Toutefois, le paiement des indemnités prévues à l'article 1^{er} est limité à 4 membres par délégation syndicale.

Les conditions de participation aux commissions paritaires et à la CPNEFP et d'indemnisation en matière de salaire pendant le temps de participation obéissent aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur ainsi qu'aux conventions collectives, accords d'entreprise et règlements intérieurs.

Article 4

L'indemnisation comprend les éléments suivants :

Les frais de transport longue distance sont remboursés au tarif SNCF de 1^{re} classe, y compris les suppléments éventuels, sauf pour les transports effectués en TGV qui seront remboursés au tarif 2^e classe ou, le cas échéant, de l'abonnement. Ils sont dus aux participants désignés par les organisations syndicales relevant du présent accord dans les limites de 4 membres par délégation et 5 déplacements annuels.

Les frais de taxi d'accès à la gare de départ ou de retour sont également pris en compte s'ils sont strictement nécessaires, par exemple pour les destinations non desservies par transport en commun.

Le remboursement des frais de transport par voiture personnelle reste réservé à des situations exceptionnelles en cas de défaut d'offre de transport en commun par exemple. Dans ce cas le taux de remboursement se réfère au barème kilométrique retenu par les services fiscaux.

Les frais de transport en commun dans Paris ou Paris-banlieue ne donnent pas lieu à remboursement.

Les frais de repas sont rémunérés au taux de 22 €. Ce taux est réévalué chaque année comme le barème URSSAF des indemnités de grand déplacement en métropole.

Une indemnité forfaitaire de nuitée pourra être versée à titre exceptionnel aux représentants syndicaux résidant en province et qui ne pourraient effectuer le trajet aller et retour entre le lieu de réunion et son domicile dans la journée. Le remboursement serait alors réalisé sur les frais réels et sur présentation des documents justificatifs dans la limite de l'indemnité URSSAF de grand déplacement incluant le logement et le petit déjeuner pour une nuitée (réf. 58 € au 1^{er} juillet 2007).

Article 5

Les frais seront remboursés soit à l'issue de la réunion par chèque bancaire, soit par virement bancaire dans les 2 semaines de présentation des demandes de remboursement effectuées par les bénéficiaires, sur présentation des documents justificatifs pour les déplacements en taxi ou pour les abonnements TGV.

Les autres frais de participation sont remboursés sur présentation des documents justificatifs de déplacement ou par référence à la grille des tarifs publics en vigueur le jour de la réunion. Le CAF se réserve néanmoins la possibilité de vérifier pour des raisons comptables la réalité des frais engagés par les participants.

Article 6

Cet accord annule et remplace toutes dispositions antérieures et est reconduit tacitement d'année en année, sauf dénonciation qui devra être notifiée à chacune des autres parties par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 7

Le présent accord prend effet au 1^{er} janvier 2010.

Fait à Paris, le 21 juillet 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Comité des armateurs fluviaux.

Syndicats de salariés :

Fédération générale des transports et de l'équipement CFDT ;

Fédération nationale des ports et docks CGT ;

Syndicat général de la marine fluviale ;

Fédération de l'équipement, de l'environnement, des transports et des services FO ;

Fédération des transports CFE-CGC.

